SAHARA INFO

N° 96

Bulletin de l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique

REVUE DE PRESSE

Mai-Août1996

Pour cette revue de presse de l'été 1996, nous mettons l'accent sur les articles concernant la situation au Maroc, à l'occasion du voyaged'Hassan II à Paris en mai dernier. Quelques semaines auparavant, plusieurs journalistes français s'étaient rendus dans les campements de réfugiés sahraouis.
Nous vous en restituons quelques bonnes feuilles.
Comme chaque été, les enfants sahraouis reviennent en France, vous en trouverez un premier écho.

La France va tripler son aide économique à Rabat

Paris a annoncé hier le déblocage de 1,5 milliard de francs.

Des fastes protocolaires et financiers... Arrivé hier après-midi pour une visite d'Etat de deux jours, le roi du Maroc a été accueilli par Jacques Chirac à l'aéroport d'Orly. Ensemble, les deux chefs d'Etat ont passé en revue la garde républicaine et des détachements des trois armes, une batterie-fanfare exécutant ensuite les hymnes nationaux. Malgré ce grand apparat, l'accueil a dû sembler modeste à Hassan II qui, marchant sur des pétales de roses en recevant Jacques Chirac en juillet dernier, avait aligné quelque 3.000 cavaliers sur le parcours emprunté par le cortège officiel depuis l'aéroport.

A la suite d'informations parues dans *les Echos*, le ministère des Finances a dû vendre la mèche du «cadeau» prévu pour donner le change aux fastes protocolaires: une garantie du Trésor français pour un emprunt marocain de 1,5 milliard de francs. Alors que ce n'est pas sa vocation, la Caisse française de développement (CFD) va garantir le capital et l'essentiel des intérêts de cet emprunt, a-t-on confirmé hier à Bercy. Ce geste s'ajoute à des protocoles financiers signés lors de la visite de Jacques Chirac l'été dernier, d'un volume global de 1,5 milliard de francs. Se rendant à son tour à Rabat en janvier, Jean Arthuis avait par ailleurs annoncé l'annulation de 400 millions de francs de la dette bilatérale marocaine (environ 25 milliards de francs) et promis la conversion de 600 millions de francs en investissements au Maroc, dans des sociétés privatisables ou sous forme de projets de développement. L'ensemble de ces mesures n'est pas loin de tripler l'aide française au Maroc, auparavant de l'ordre de 1 milliard de francs par an.

Hier en fin d'après-midi, Hassan II a eu le premier des trois tête-à-tête prévus à l'Elysée, avant de retrouver Jacques Chirac dans la soirée pour un *«dîner intime»*, réservé aux familles. Ayant déjeuné avec le roi Hussein de Jordanie, le Président français s'est ainsi offert le luxe, dans la même journée, de deux repas royaux... Aujourd'hui, après une réception à l'Hôtel de Ville de Paris dans la matinée, le roi du Maroc doit prononcer un discours au Palais-Bourbon, un dîner d'Etat marquera la fin officielle de sa visite ●

s.sm.

Libération 7/05/1996

Un sire sans conférence

FETÉ par Jacques Chirac, célébré par l'Assemblée nationale, glorifié par quelques médias qui ont multiplié les interviews sur mesure, Hassan II a fait un tabac à Paris. D'autant plus réussi qu'il a évité la faute de goût qui aurait pu tout gâcher : la conférence de presse. Cet exercice auquel se plient tous les chefs d'Etat invités en France, même Boris Eltsine, écraseur de la Tchétchénie, lui aura été épargné.

Il n'aurait plus manqué que des journalistes incontrôlés le soumettent à la question sur des sujets déplacés : la torture, la « disparition » des Sahraouis, la séquestration des enfants Oufkir, les progrès du trafic de drogue, la corruption, terreau de l'islamisme, l'analphabétisme (plus de 50 % dans les campagnes et les bidonvilles), la prostitution enfantine, etc. Sans oublier la question dont on dit qu'elle écorcherait le plus Sa Majesté : la comparaison entre les revenus fastueux du roi (près de 1 million d'argent de poche par jour) et le niveau de vie du peuple. Plus de 40 % des Marocains sont situés, selon les critères des Nations unies, au-dessous du seuil de pauvreté. Le sujet est à ce point tabou qu'une équipe de France 3 qui filmait, le 5 mai, la misère dans la médina de Casablanca a dû interrompre son reportage, sur ordre de la police.

Il valait mieux, au fond, conserver à cette visite sa souveraine dignité et garder intact ce que Hassan II – un poète – appelle son « jardin secret ».

Canard Enchaîné 8/05/1996

MONDE

Hassan II à Paris

Tapis rouge et protestations

Le roi du Maroc doit prononcer cet après-midi un discours à l'Assemblée nationale. Les députés communistes boycotteront la cérémonie et participeront à une manifestation de protestation à 18 heures.

Une manifestation s'est déroulée hier soir, place André-Malraux, pour demander l'application plan de paix de l'ONU au Sahara occidental et la libération des prisonniers politiques marocains des disparus sahraouis.

HASSAN II est arrivé hier après-midi à Paris où il a reçu un accueil exceptionnel des autorités de la République : le président de la République est allé accueillir lui-même le monarque qui était accompagné de son fils, le prince Moulay Rachid, et de sa fille, la princesse Lalla Fatma. Les deux chefs d'Etat ont eu dès hier soir un premier entretien en tête à tête. En guise de cadeau de bienvenue, Jacques Chirac a fait savoir qu'il soutiendrait la candidature du Maroc à la présidence de la conférence euro méditerranéenne de 1997.

Les fastes que la République déroule devant un homme dont les actes récents de clémence ne peuvent faire oublier qu'il fut, pendant la plus grande partie de son règne, le bourreau de son peuple, ont provoqué de nombreuses protestations des organisations de défense des droits de l'homme, des communistes français et du Mouvement de la jeunesse communiste.

L'initiative la plus sévèrement critiquée est l'invitation faite par Philippe Séguin au roi Hassan II à prononcer cet après-midi un discours à l'Assemblée nationale. Les députés communistes ont fait savoir qu'ils boycotteraient la cérémonie. Certains députés socialistes pourraient suivre le mouvement, à en croire Ségolène Royale, qui participait hier à une conférence de presse organisée par le Collectif pour les droits de l'homme au Maroc, qui regroupe une cinquantaine d'associations et organisations syndicales. « Ma décision, a-t-elle précisé, dépendra de la décision du groupe socialiste qui se réunit mardi matin et des réponses du gouvernement lors de la séance des questions, l'après-midi. »

Le député écologiste européen Noël Mamère, porte-parole du collectif, a souhaité que de nombreux parlementaires suivent l'exemple des députés communistes en boycottant la cérémonie et en assistant à la manifestation prévue mardi soir à 18 heures, boulevard Saint-Germain (métro Saint-Germain-des-Prés) devant la brasserie Lipp, où fut enlevé Ben Barka.

Bechir Ben Barka, fils du dirigeant assassiné, a demandé à la France et au Maroc de lever le secret défense qui empêche la manifestation de la vérité depuis plus de trente ans.

Abraham Serfaty, en exil politique en France depuis 1991 après avoir passé 17 ans dans les geôles d'Hassan II, a indiqué que l'on était encore « loin du compte » en matière de respect des droits de l'homme. « C'est l'arbitraire qui règne puisque le chef de l'Etat a le droit d'exercer des vengeances personnelles », a-t-il dit. Il a donné pour exemple le cas des enfants Oufkir, celui des centaines de disparus dont le roi refuse de parler et son propre cas puisqu'il est le seul banni à se voir refuser le droit au retour sans aucune justification. Il a pourtant vu comme un signe d'espoir le fait que son épouse, Christine Daure-Serfaty, ait pu se rendre au Maroc jeudi dernier.

Me Villemont, pour l'Association des amis de la RASD, a rappelé le blocage par le roi du processus de paix et du référendum d'autodétermination au Sahara occidental.

Parmi les autres protestations, notons celle du Collectif d'information et de recherc cannabique (CIRC) : « Qui os rappeler que le Maroc est premier producteur et expor teur de haschisch vers l'Eu pe ? », demande le CIRC.

Hier après-midi, le por parole du Parti socialiste, Fr çois Hollande a estimé que visite de Hassan II en Fra « n'est pas choquante en soi « Ce que nous espérons, ajout il, c'est surtout que cette vi sera l'occasion pour le gouver ment et le président de la Ré blique de rappeler que, s'il y a des progrès dans la démocr marocaine, il y a encore be coup d'insatisfactions en mati de droits de l'homme ».

Jean-Pierre Chevèneme président du Mouvement des toyens, a déclaré que « la Fra et le Maroc doivent constru des liens étroits et confiants ».

Le Front national a sa l'arrivée du roi en France « son courage en matière maîtrise des flux migratoires Même enthousiasme de la part l'Action française qui souha « bienvenue au roi ».

FRANÇOI GERMAIN-ROE

Humanité 7/05/1996

Le nouveau jeu français au Maghreb

LE MARTYRE des sept trappistes du monastère de Tibéhirine, par son caractère tragique, mais aussi par les commentaires contrastés qu'il continue de susciter, illustre douloureusement la nature singulière des relations entre la France et l'Algérie. Longtemps, chacun a su tirer profit de cet ambigu tête-à-tête, dont les effets pervers pouvaient, en temps de paix, passer pour indolores. L'Algérie n'était plus la France, certes. Mais elle restait sa créature, son *« enfant terrible »* au Maghreb – voire, pour une bonne partie de la gauche, son *« enfant chéri »*. Nostalgies néocoloniales d'un côté, nationalisme inachevé de l'autre : entre les deux pays, le cordon ombilical n'a jamais été réellement coupé.

L'amalgame, souvent fait aujourd'hui, de ce côté de la Méditerranée, entre islam, islamisme, Algérie et terrorisme, relève de la même défaillance, de la même paresse commode. Les groupes armés algériens n'ont pas vraiment œuvré pour modifier cette vision des choses. C'est en France, et nulle part ailleurs en Europe, que le Groupe islamique armé (GIA) a lancé sa première vague d'attentats, pendant l'été 1995. C'est en France, aussi, que de nombreux universitaires, personnalités politiques ou journalistes algériens choisissent de s'exprimer. Comme si, plus de trente ans après l'indépendance, l'Algérie ne pouvait se construire qu'en faisant un crochet par la France.

Sur les cent trois étrangers tués en Algérie depuis 1993, quarante étaient français. Ce bilan peut sembler minime, comparé aux quelque 80 000 morts officiesement recensés depuis le début de la crise algérienne. Sur le plan symbolique, l'effet n'en est pas moins très fort. De la sanglante épopée de l'Airbus d'Air France, en décembre 1994, jusqu'à l'assassinat des trappistes, enterrés, mardi 4 juin, dans leur monastère de Tibéhirine, la tragédie algérienne n'en finit pas d'éclabousser l'ancienne puissance coloniale. Chacun, de quelque bord qu'il soit, lui demande des comptes. En guise de réponse, l'Hexagone ferme ses frontières et proteste avec vigueur de sa neutralité. Sans convaincre grand monde. L'Algérie, en l'espace de quatre ans, est devenue le cauchemar de la France.

Le Maroc et la Tunisie, sans se réjouir ouvertement du drame qui frappe leur voisin, ont vu leur « cote d'amour » grandir en conséquence. L'un et l'autre ont su, il est vrai, se protéger efficacement du virus terroriste.

Souvent tendues sous la présidence de François Mitterrand, les relations entre Paris et Rabat ont connu une nette embellie depuis l'élection de Jacques Chirac. Sans être aussi cordiales, les relations avec la petite République tunisienne restent officiellement au beau fixe. C'est par le Maroc que le chef de l'Etat français a entamé, en juillet 1995, son premier voyage au Maghreb. La récente visite d'Etat de Hassan II a confirmé cette volonté de placer les relations franco-marocaines *« sous le signe de l'exception »*, selon la formule de M. Chirac, qu'une amitié de plus de vingt ans lie au souverain chérifien. Bonne fille, la République s'est inclinée. Hormis les communistes et quelques franc-tireurs socialistes, les députés français ont courtoisement accueilli, le 7 mai, sous la verrière du Palais-Bourbon, l'hôte de M. Chirac, premier chef d'Etat d'un pays du Sud invité à s'exprimer devant le Parlement.

Soucieux de redonner du souffle à la politique de la France vis-à-vis des pays arabes, M. Chirac sait pouvoir compter, en la personne de Hassan II, sur un allié précieux et un diplomate avisé. Quitte à fermer les yeux sur l'autoritarisme féodal et les excès de zèle policiers qui restent la marque du royaume.

L'AXE PARIS-RABAT

A l'heure où le Maroc s'apprête à affronter le choc de l'ouverture aux marchés européens, la relance de l'axe Paris-Rabat représente une aubaine pour les caisses du royaume. En janvier, lors d'un voyage à Marrakech, le ministre français de l'économie et des finances, Jean Arthuis, a annoncé l'allègement de 1 milliard de francs de la dette marocaine. Cette prodigalité a été d'autant plus appréciée qu'elle a fait tache d'huile : Madrid et Bonn viennent, à leur tour, de faire savoir leurs bonnes dispositions financières à l'égard du Maroc. Le nouveau chef du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, reçu à Rabat, le 3 juin, a précisé que son pays envisageait *« avec sympathie »* la candidature du Maroc pour abriter la prochaine conférence euro-méditerranéenne. Quant au chancelier allemand, Helmut Kohl, accueilli vendredi 31 mai à Rabat, pour sa première visite d'Etat au Maghreb, il a souligné *« l'importance cruciale »* du Maroc *« pour la stabilité et la sécurité dans la région »*.

Ce regain d'intérêt ne doit cependant pas faire illusion. Les dérives mafieuses de l'économie marocaine – dont certains aspects ont été relevés par l'Observatoire géopolitique des drogues, en 1994, et par la Banque mondiale, à la fin de 1995 – sont source de préoccupations grandissantes en Europe. S'y ajoutent les incertitudes politiques liées à la succession de Hassan II.

Colosse aux pieds d'argile dans un Maghreb en transition, le Maroc, hâtivement promu *« meilleur rempart contre l'islamisme »* à l'échelle régionale, est sommé de tenir son rang. *« Les réformes structurelles, nécessaires et urgentes, n'ont toujours pas été mises en chantier. Il aurait fallu, pour cela, un gouvernement qui gouverne – ce qui n'est pas le cas. Résultat : le Maroc a pris deux ou trois ans de retard ! »*, résume un haut fonctionnaire français. Les indicateurs socio-économiques figurent *« parmi les plus mauvais du monde arabe »*, précise-t-on volontiers à Paris. Croissance démographique alarmante, analphabétisme

Dans le camp français, le clivage a été nettement marqué, départageant les partis de gauche (socialistes et communistes), ulcérés par les excès autocratiques de M. Ben Ali, et ceux de droite (du RPR aux *« villiéristes »*), résolus à ne pas froisser la susceptibilité du régime tunisien.

L'indulgence de Paris à l'égard du Maroc et de la Tunisie peut-elle être payante ? A court terme, elle risque d'attiser les rivalités nationales. Déjà fantômatique, l'espoir de voir renaître une Union du Maghreb arabe s'éloigne à grands pas. Sous couvert de crise algérienne, utilisée comme un épouvantail, les régimes maghrébins ont trouvé, en tout cas, un argument commode pour se hâter, de plus en plus lentement, sur la voie du progrès et de la démocratisation.

Catherine Simon

Le Monde 6/05/1996

Le Maroc malade de la contrebande

Avec Hassan II, la France accueille le premier propriétaire foncier du royaume grâce à la marocanisation des terres après l'indépendance, le premier industriel et premier exportateur de son pays via l'Omnium nord-africain (ONA, 11 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1994) et le premier agriculteur marocain à travers les *«domaines royaux»*, dont la superficie a triplé depuis son accession au trône.

Au moment de sa venue, un rapport du Centre d'études et de recherches internationales (CERI) estime que les récentes *«campagnes»* lancées au Maroc contre la corruption, la contrebande et le trafic de drogue constituent des *«substituts envahissants aux réformes»* ou, plus précisément, une *«substitution de la mise en œuvre de réformes par la mise en scène de cam-*

L'étude de Béatrice Hibou, intitulé *les Enjeux de l'ouverture au Maroc: dissidence économique et contrôle politique*, analyse ces campagnes, à la fois comme perpétuation de la lutte séculaire entre le *bled al Makhzen* (espace de soumission) et le *bled al Siba* (espace de dissidence) et comme poursuite, avec des moyens autres que financiers, de douze années d'ajustement structurel. L'auteur souligne la fragilité de l'économie marocaine dans la perspective d'un libre-échange avec l'Europe, d'autant que celui-ci pénalisera le royaume en s'accommodant de barrières protectionnistes en faveur des agriculteurs européens.

Constatant, dans l'état actuel, une *«insertion internationale illicite»* de l'économie marocaine, l'étude rappelle l'importance de la contrebande (3 milliards de dollars, environ 15 milliards de francs, soit l'équivalent de la production industrielle) et du narcotrafic (2 milliards de dollars, quelque 10 milliards de francs, sans compter les effets induits, par exemple, le blanchiment de l'argent sale).

A ce sujet, l'auteur relève que *«la convention des Nations unies de 1988 destinée à lutter contre le trafic de drogue a bien été signée par le Maroc, mais* (que) *la législation préparée par le ministre de la Justice n'a toujours pas été votée par le Parlement»* ●

s.sm.

Libération 7/05/1996

Le Nouvel Afrique Asie Juin 1996

L'EXCLUSIVITÉ DU MOIS

BOUTROS-GHALI S'ALIGNE SUR RABAT

Le secrétaire général de l'Onu, Boutros Boutros-Ghali, qui n'a cesse de soutenir la position du Maroc dans l'affaire du Sahara occidental, vient de prouver une fois de plus sa partialité. En recommandant au Conseil de sécurité la suspension du processus du recensement du corps électoral lié à la préparation du référendum au Sahara occidental, il ne fait qu'obéir aux souhaits de son "ami le roi", à savoir le retrait de la commission de recensement *"jusqu'à ce que les protagonistes apportent des preuves convaincantes montrant qu'ils sont décidés à reprendre ce processus sans mettre de nouveaux obstacles"*.

"De qui se moque-t-il ?" a réagi un ambassadeur nordique à l'Onu qui veut conserver l'anonymat pour des raisons *"de courtoisie diplomatique"*. Ce que M. Boutros-Ghali cherche c'est à prolonger sine die le statu quo – en d'autres termes l'occupation marocaine du Sahara occidental – en créant un climat propice au retrait pur et simple de la mission de l'Onu (Minerso) ; objectif auquel Rabat n'a jamais renoncé malgré les accusations que ladite mission n'a cessé de lancer concernant les obstacles qu'il place sur la voie d'un accord avec le Polisario.

Pour notre interlocuteur, il devient de plus en plus clair que l'alliance impie entre Boutros-Ghali et le Maroc reste en vigueur. Et ce d'autant plus que, lors de sa récente visite d'Etat à Paris, le souverain chérifien a cherché à convaincre Jacques Chirac de se ranger plus clairement derrière les visées expansionnistes de son pays et d'exercer son influence sur les alliés africains de la France pour qu'ils agissent dans le même sens. ❑

Sahara : Mandela persiste et signe.

■ Nelson Mandela a écrit à Zine el-Abidine Ben Ali pour exprimer sa profonde préoccupation quant à la situation qui prévaut actuellement au Sahara occidental, caractérisée par un « dangereux blocage ». On sait qu'un incident avait éclaté lors du périple maghrébin (6-8 février) d'Alfred Nzo. Le ministre des Affaires étrangères de Pretoria ayant prévu d'évoquer à Rabat le conflit du Nord-Ouest africain avec les diplomates européens et africains, le royaume chérifien a réagi vivement et a même annulé l'étape marocaine. Les choses sont ensuites rentrées dans l'ordre et Hassan II reçut Alfred Nzo. La démarche de Mandela auprès de son homologue tunisien indique que l'Afrique du Sud n'a pas renoncé à jouer un rôle dans l'affaire du Sahara, quitte à soulever à nouveau le courroux de Rabat.

Jeune Afrique 5/03/1996

L'Echo du POLISARIO

Edité par la Représentation du F. POLISARIO en France - 16, av. Jean Lolive, 93170 BAGNOLET - tel 48 57 96 59 - n°5 juin 96
Responsable de la publication : Fadel ISMAEL

M. Fadel Ismaïl, représentant du Front Polisario en France, fait paraître très régulièrement une feuille d'information "L'écho du Polisario". Si vous souhaitez le recevoir ne manquez pas de vous adresser au bureau de la représentation au 48.57.96.59

Les mirages du Sahara occidental

Depuis vingt ans, quelque 100 000 Sahraouis attendent dans leurs camps de toile une hypothétique revanche sur l'armée d'Hassan II.

TINDOUF :
de notre envoyé spécial
Jean-Jacques MÉVEL

« *Notre combat, c'est la dernière lutte de libération en Afrique.* » La voix a fini par couvrir le gargouillement du thé de Chine que l'on fait mousser à grands jets d'eau brûlante. « *... la lutte va continuer,* poursuit le cheikh Sil El-béchir, dignement drapé dans le bleu. *Nous ne nous agenouillerons jamais. Sauf devant Dieu...* »

Près de Tindouf, aux confins du désert algérien, là où le goudron, le téléphone et l'électricité s'arrêtent d'un coup, l'assemblée des notables bruisse d'un refrain unique : la reprise de la guerre contre l'« *envahisseur* ». Au Sahara occidental, le mandat de l'Onu expire le 25 mai – et peut-être avec lui le cessez-le-feu en vigueur depuis 1991.

David contre Goliath, la République autonome sahraouie démocratique (RASD) se dit prête à reprendre le combat contre le Maroc. Militairement défaite en 1975, elle désespère aujourd'hui de voir organisé le référendum d'auto-détermination promis par l'ONU. « *Entre la reddition et la guerre, nous choisirons toujours la guerre* », jure le vieux Mohammed Ali Sid El-Béchir.

Bizarrerie politique

Curieuse république. Beaucoup de Sahraouis, privés de leur pays par les légions de Hassan II, ont suivi leur gouvernement dans l'exil, de l'autre côté de la frontière, en Algérie. Plus étonnant encore, Alger leur a concédé un morceau de Sahara où elle tolère – et subventionne – toutes les activités de l'« État » sarhaoui, y compris son armée. Dans le Maghreb, il n'y a que des frères ennemis.

Autour de Tindouf, tout près du Maroc et de la Mauritanie, quelque 100 000 nomades sahraouis crouplssent ainsi dans quatre grands camps de réfugiés. Depuis vingt ans. Ces villes de toile et de boue séchée, isolées au milieu d'un désert gris, exhibent la nostalgie jusque dans leur nom : Smara, Hawza ou El-Asyun, en souvenir des cités tombées aux mains des Marocains il y a presque une génération.

Pour la RASD et son parti unique, il est une autre exaltation, celle des années 1970. C'était l'ère des fronts de « libération », en Angola, au Mozambique, en Namibie comme au Sahara occidental. C'était aussi l'époque bénie du soutien officiel des jeunes États non-alignés et de l'appui, plus discret, prodigué par le monde communiste. Aujourd'hui, l'URSS a disparu et l'Algérie s'enfonce dans sa guerre civile. Des grands noms de la *guérilla* africaine, le Polisario se retrouve seul à n'avoir pas réussi sa révolution.

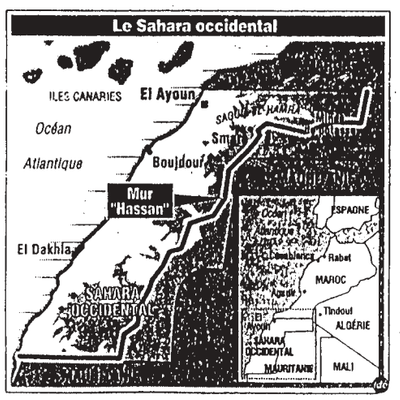
en 1991 (...). Pour la cause sarhaoui, le pire serait maintenant de sombrer dans l'oubli. »

Ou bien dans la routine ? Les soutiens politiques se font rares, mais l'internationale humanitaire tourne à plein régime, sans autre perspective que de maintenir l'existence des camps de réfugiés. Bizarrerie politique, la RASD est aussi une curiosité économique : pas de production, pas de salaires, pas d'impôt, pas de budget.

« *L'État sarhaoui n'a rien,* reconnaît le premier ministre Mahfoud Ali Beiba. *Sa fonction principale est d'être le plus juste dans la répartition de l'aide internationale.* »

Pendant que les hommes patrouillent dans les territoires « *libérés* » (ceux qui ne sont pas tombés aux mains des Marocains), les femmes restées en Algérie réparent les tentes battues par le vent, attendent les sacs de semoules et s'entraînent le soir dans les conférences-débats du Polisario. Pour les enfants, tirés des camps pour d'insolites internats en plein désert, les loisirs sont aussi rares : *Clowns sans frontières*, une bande de saltimbanques bénévoles tout juste débarquée de Bosnie, a trouvé dans leurs rires une seconde raison d'être.

Comme en Bosnie, le tout humanitaire reflète la mauvaise conscience des puissants. Pour le Polisario, c'est un dû : « *Le peuple sarhaoui a été obligé d'abandonner sa terre parce que la communauté internationale n'a pas voulu appliquer ici les règles de la décolonisation* », affirme le premier ministre.



Capacité de nuisance

A grands frais, l'ONU entretient au Sahara occidental une mission civile et militaire, la Minurso. Depuis 1991, pas un coup de feu n'a été tiré, mais le référendum promis dès 1978 s'éloigne toujours un peu plus, tel un mirage. Ni les États-Unis ni surtout la France ne veulent s'aliéner le roi Hassan II, qui voit dans l'ex-Sahara espagnol son Alsace-Lorraine. Les officiers des Nations unies continuent de quadriller le désert dans leur *Jeep* climatisées ; mais ils n'ont « *absolument rien à dire* » sur les progrès de leur mission.

« *Il faudra bien ouvrir les yeux,* dit Mahmoud Abdel Fatah, l'un des interlocuteurs sarhaoui de la Minurso : « *L'ONU ne cherche pas à nous consulter, mais à nous maintenir sous calmants.* » Autre négociateur, Bechir Mustapha Saynd renchérit : « *Si toutes les portes se ferment, la réaction de la RASD sera à la hauteur de la frustration.* » Selon lui, le Polisario ne peut plus compter que sur sa propre capacité de nuisance...

La guerre ? Depuis 1991, l'armée de la RASD ronge son frein dans les territoires « libérés ». Comme les *Jeep* de l'ONU, les *Toyota* sarhaouies foncent sans but dans le désert, avec leur canons de DCA sous bâche. Les équipages bichonnent comme de vieilles *Rolls* les blindés BMP- 1 de fabrication soviétique. En plus du sport et de l'entretien des armes, l'état-major vient de lancer des concours de poésie et d'artisanat de récupération. « *Ce furent cinq années perdues* », reconnaît Ahmed Fail, commandant de la 4e région militaire.

A en croire le discours officiel, les militaires de la RASD ne rêvent que d'en découdre. En privé, ils s'inquiètent du manque d'entraînement de leurs troupes. Concrètement, ils n'ont aucune chance face à la muraille hérissée de radars, de canons et d'obsacles anti-chars que Hassan II a fait dresser de l'Atlas jusqu'au-dessous du tropique. L'aviation royale a la maîtrise du ciel : hors tempête de sable, les *Toyota* de la RASD seraient des cibles aussi faciles que des lapins sur un terrain de football.

Les révolutionnaires mûrissants de la RASD font face à un dilemme. Après vingt ans d'impasse, « *la génération née dans les camps réclame des comptes* », note un cadre. Il ne s'agit plus de nomades illettrés, mais de jeunes gens formés en Algérie, voire en Libye et à Cuba, qui n'ont d'autres perspective que l'uniforme ou la toile de tente.

« *Nous n'avons pas seulement les armes, mais aussi les pierres et les couteaux,* dit le président Abdelaziz. *Nous pouvons combattre l'occupation militaire de l'intérieur.* » L'Intifada contre Hassan II ? La répression infligée par la police marocaine à l'irrédentisme sarhaoui en rendrait le prix élevé. Mais comme le dit Ibrahim Ghali, ministre de la Défense, « *la libération a maintenant besoin d'un sacrifice* ».

J.-J. M.

Prisonniers de l'oubli

Guerre oubliée, le Sahara occidental a aussi ses prisonniers perdus : plus de 1 500 soldats de Sa Majesté aux mains du Polisario, plusieurs dizaines de militaires sarhaouis dans les camps marocains.

Captifs parmi les réfugiés, les Marocains vivent aussi chichement que leurs geôliers, sous la supervision de la Croix-Rouge. La promenade, les livres et d'interminables parties de cartes, une oreille collée au transistor : « *Vous y croyez encore, vous, à la paix ?* » Détenus depuis parfois vingt ans, certains sont sexagénaires. La liberté reste un rêve. « *Il y a la raison d'État,* dit le lieutenant X., 61 ans, cassé sur sa canne. *Et puis nous sommes l'un des derniers atouts du Polisario. Mais peut-être quelqu'un pourrait-il pousser les deux camps à faire un geste humanitaire. On pense à la France, bien sûr...* » J.-J. M.

Le Figaro 6/05/1996

A noter :
Libération 9/05/1996 Stephen Smith
. Quand les Sahraouis parlent d'Intifada
L'Alsace 9/05/1996 Raymond Couraud
. Reportage au Sahara Occidental
L'évèvement du Jeudi 18/05/1996 Lakdhar Bellaïd
. Le Polisario au pied du mur
Jeune Afrique 5/06/1996 Ahmed B. Miské
Pour une médiation franco-mauritanienne

Rencontre

Peuple Sahraoui
Nomad'96 fait escale au Mans

Les petits sahraouis n'ont pas hésité à faire découvrir leur culture à travers les chants

Dans le cadre de leur tour de France, Nomad'96 faisait sa première étape au Mans. Accueillis par la municipalité, les petits sahraouis n'ont pas hésité à chanter et à danser pour fêter leur venue au Mans.

A l'initiative des éclaireurs de Loon Plage, un tour de France avec des enfants sahraouis a été organisé. Portant un message de paix, ses petits parlent au nom du peuple du Sahara Occidental qui subit depuis 20 ans l'invasion marocaine.

Proclamée le 27 février 1976, la république Sahraoui n'a jamais été respectée imposant la fuite de ses nomades. Ce pays, à l'ouest du Sahara, point extrême du Grand Désert, est très convoité par le Maroc qui pourrait ainsi s'étendre vers le sud. Chassés, les sahraouis ont du fuire vers l'Algérie à Tindouf dans des camps de réfugiés. Malgré le cessez-le-feu qui dure depuis cinq ans, leur condition de vie n'est pas pour autant meilleur et on craint une reprise des combats prochainement.

Un peuple en fuite

Les enfants sahraouis, parfois orphelins de leur père, n'ont jamais connu leur pays. A la recherche de leur racine, ils viennent en France pour dénoncer le combat de ce peuple en fuite.

Ils étaient au nombre de vingt, mardi, à découvrir la ville du Mans. Choisis parmi les meilleurs élèves, ses enfants aux tendres visages, visiteront le reste de la France d'ici la fin du mois d'août. Ils passeront par Paris, Toulouse, Latche et achèveront leur séjour à Montricoux.

Ce parrainage n'est pas unique en France puisqu'ils sont au total une centaine à fouler le sol français pendant l'été. Leur accueil se fait aussi à l'échelle européenne. L'Espagne, ancien pays colonisateur du Sahraoui, en reçoit beaucoup. L'Italie, l'Angleterre, la Suisse, l'Autriche, l'Allemagne et la Suède se font aussi les parrains de tous ces mômes qui ne souhaitent qu'une chose. Devenir des citoyens sahraouis.

Natacha BOTTRAS.

Un spectacle en chansons

Avec les Eclaireurs de France du groupe Baden-Powell, vingt jeunes sarahouis de 8 à 12 ans ont présenté sur la place du Jet-d'eau un spectacle tout en chansons et en mimes. Un message de paix, bien-sûr, pour des enfants venus d'une région en guerre d'auto-détermination depuis plus de 20 ans, et un message de remerciements pour l'accueil qui leur a été fait en France. Plus d'une centaine de personnes étaient présentes mardi soir pour admirer ces voix sensibles et chaleureuses qui s'efforcent d'attirer l'attention sur une région oubliée du reste du monde, et où les femmes assurent seules la direction du pays et l'autorité parentale, la guerre ayant fait énormément d'orphelins.

SAHARA-MAROC
Les oubliés de la guerre

1 800 Marocains sont depuis dix-sept ans prisonniers dans les camps du Polisario. Victimes d'un interminable conflit, ils sont ignorés par Rabat qui ne reconnaît pas le Polisario.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
AU SAHARA **DOMINIQUE AUDIBERT**

De loin, sur l'horizon qui vibre de chaleur, on n'aperçoit que deux casemates au sommet d'une grande dune. Il faut s'approcher pour découvrir, dans l'échancrure, les murs d'enceinte du camp « Mohamed Lasyad », dont la couleur ocre se confond presque avec le sable. Près du poste de garde, une pancarte avertit : « *Défense d'entrer sans autorisation* ». En haut d'un mirador, une sentinelle veille nuit et jour. En plein désert, c'est l'un des trois camps où sont gardés depuis vingt ans les prisonniers marocains d'une guerre oubliée, celle du Polisario.

Tout autour, à perte de vue, c'est la Hamada de Tindouf, la base arrière du Polisario en Algérie, et le siège de son gouvernement en exil. La Hamada, littéralement, c'est « le pays du trop » : trop de chaleur quand le soleil écrase tout, trop de froid quand le vent mord dans la nuit du désert, trop d'espace sur cet horizon sans repères. Trop de temps, surtout, pour les prisonniers qui moisissent ici depuis de longues années. Ignorés par les autorités de leur propre pays, le Maroc, et gardés comme monnaie d'échange improbable par le Polisario en vue du règlement définitif sur la question du Sahara occidental (*voir encadré*).

En 1989, lorsque le Polisario a proposé d'en libérer un premier contingent, le Maroc n'a pas voulu d'eux : pas question pour Hassan II de traiter of il dénie l'existence, fût-ce au prix de la liberté de ses soldats. Alors, ils sont encore 1 800 qui croupissent sans trop savoir, désormais, ce qu'ils peuvent attendre ou espérer. Le référendum d'autodétermination qui devait décider du sort des Sahraouis, sous contrôle de l'Onu, a été ajourné sine die. La frontière du Maroc ne passe qu'à 70 kilomètres, mais les plus vieux commencent à se demander s'ils le reverront un jour. Ici, dans ce camp de 445 prisonniers, une trentaine sont déjà morts de maladie ou de vieillesse.

A l'infirmerie, le docteur Azzedine ben Mansour, 45 ans, soigne ses patients du jour avec les moyens du bord. Comme eux, il est prisonnier. Depuis dix-sept ans. La liberté s'est arrêtée le 24 août 1979. Lors d'une attaque du Polisario à La Boulrat, dans le Sud-Est marocain, il est capturé avec une centaine de soldats. Jeune appelé, tout frais émoulu de ses études de médecine, il était venu relever le toubib du détachement. Depuis, il a appris sur le tas, avec ses compagnons de captivité, et quelques vieux numéros du *Concours médical*. « *Il vaut mieux se tenir au courant,* sourit-il, *car mes connaissances commencent à dater un peu* »

Le « mur du silence »

Officier, il a une cellule pour lui seul, où il offre le café en montrant les photos de son album de famille : sa mère, ses frères et sœurs, les enfants, les mariages. Près de vingt ans d'une vie qu'il n'a pas vécue, sur pellicule. Il dit qu'au fil des ans les conditions de captivité sont devenues acceptables. « *On a l'eau, l'électricité, du courrier, et le droit de regarder la télé algérienne, le soir. On a connu bien pire* ... » Reste le temps, interminable, que chacun vit comme il peut. Il y a ceux qui gardent gravés dans la tête le jour et l'heure de leur captivité, et d'autres qui ont oublié jusqu'aux prénoms de leurs enfants. La plupart ont été si souvent déçus qu'ils ne font plus de projets d'avenir. La pharmacie du camp est bien fournie en antidépresseurs. Pour ceux qui n'y arrivent plus, ou qui apprennent brutalement, souvent longtemps après, la mort d'un proche ou l'adultère d'une épouse. Beaucoup se réfugient dans la religion, lisent le Coran et observent le ramadan. La plupart sont devenus plus marocains que les Marocains du pays, malgré ce souverain qui les ignore par raison d'État. Quand ils ont vu le roi au sommet de Charm el-Cheikh, à la télévision, c'était la liesse. Les Sahraouis ? « *On a appris à se connaître,* dit Azzedine. *On est très différents dans les coutumes. Même si dans le fond on est les mêmes. Mais ça, c'est ici que je l'ai découvert* »

Dans la cour de la prison, c'est l'heure du match de foot vespéral, sous l'œil débonnaire des gardiens. Dans un coin, à l'ombre, on tape le carton. Tout autour, collées les unes aux autres, 70 casemates en forme d'igloo, blanchies à la chaux. Conçues pour quatre personnes, les détenus s'y entassent à six ou sept dans à peine cinq mètres carrés. L'été, à l'intérieur, il

Smara et El-Ayoun, en mars 1979. Il a vieilli ici, et il fait plus vieux que son âge. Le plus dur, dit-il, c'est le mal du pays. En novembre dernier, lorsque le Polisario a relâché ses plus vieux prisonniers pour raison humanitaire, son nom était sur la liste des 200 libérables. 185 ont été choisis. Il n'était pas du lot. « *Je n'ai pas eu de chance,* dit-il, *mais je serai peut-être du prochain voyage. Inch' Allah* ... »

Mais quel prochain voyage ? Pour libérer ces 185 là, il a fallu un petit miracle de diplomatie. Ou plutôt de non-diplomatie. « *Si j'avais été diplomate de carrière, je ne me serais jamais lancé dans une affaire pareille* », explique Emilio Cardenas, 52 ans, ambassadeur d'Argentine à l'Onu et artisan principal de l'opération. En 1993, lorsque ce grand avocat d'affaires au physique à la Cary Grant débarque à l'Onu, il découvre le « mur du silence » sur la question du Sahara occidental et du Polisario. « *C'était un sujet tabou,* raconte-t-il. *A chaque proposition pour*

gauche ce dont ils ont besoin. Le soir, ils se regroupent par affinités pour faire la tambouille en parlant du pays.

Comme chaque année, ils ont fêté l'Aïd, la fête du mouton, mais sans mouton. Chacun a son poste de radio pour écouter les émissions en arabe de RFI, de la Deutsche Welle ou de La Voix de l'Amérique. Le camp vit au rythme des nouvelles, avec les hauts et les bas de l'actualité. Mais personne ne se fait trop d'illusions sur l'attention que le monde peut leur prêter. « *Le cessez-le-feu de 1991 avait fait naître beaucoup d'espoirs. Mais depuis que ça s'est enlisé, personne n'y croit plus. Avec la Yougoslavie, la Somalie ou le Rwanda, les gens ont d'autres chats à fouetter.* »

A 62 ans, le caporal-chef Ecchaachoui Bougrine a les cheveux blancs et le regard voilé par la cataracte. Asthmatique, fatigué, il est ce jour-là sur la liste des 52 prisonniers dispensés de travail par le médecin. Engagé comme simple soldat en 1963, il est tombé dans une embuscade entre ▸

Trois propositions de films

En juin 1995, il dîne avec l'état-major du Polisario à Tindouf, et évoque le sort des plus vieux prisonniers marocains, que la Croix-Rouge essayait en vain de libérer depuis 1989. « *Vous pouvez les voir,* lui répond-on. *Ils sont libres. Mais le Maroc n'en veut pas.* » Aussitôt dit, aussitôt fait. En pleine nuit, avec un collègue américain, une Jeep les emmène au camp. Ils y découvrent ces vieux soldats, fatigués et malades, qui les supplient de faire quelque chose pour eux. « *C'était bouleversant,* se rappelle-t-il. *On leur a promis qu'on allait les tirer de là. Et on y est arrivés !* »

Non sans mal. Après des mois de négociations difficiles, surtout avec le Maroc, qui voulait garder l'opération secrète et reportait sans cesse les dates, l'affaire est bouclée. Le 12 novembre, à trois minutes d'intervalle, un C130 de l'US Air Force et un Boeing 707 argentin atterrissent à Tindouf. En bout de piste, les bus amènent les prisonniers. Silencieux, habillés en tenue hivernale par la Croix-Rouge, sans bagages et vaguement inquiets. « *Ils comprenaient bien qu'il se passait quelque chose, mais ils n'étaient pas complètement sûrs. Ils sont montés dans l'avion dans un silence total et personne n'a osé applaudir au décollage* », se souvient Emilio Cardenas.

Lorsque l'océan puis les montagnes d'Agadir sont apparus sous les ailes, ils ont commencé à chuchoter entre eux. Ce n'est qu'à l'atterrissage, à la base militaire de Ben Gerir, près de Marrakech, qu'ils y ont cru vraiment. Au pied de la passerelle, Emilio Cardenas les salue un par un. « *Après vingt ans d'absence, ils étaient trop émus pour parler. Ils me serraient la main longuement, silencieusement. Un seul, un officier, a réussi à me dire : "Merci, monsieur l'ambassadeur."* » Depuis, Emilio Cardenas a reçu trois propositions de producteurs pour faire un film. « *J crois qu'on va accepter,* dit-il, *rien qu pour briser le mur du silence qui condomné ces gens.* »

Sur un banc, dans la prison, M'Ba rak, 70 ans bientôt, regarde la fin d match de foot. L'œil vif, turban no des Sahraouis sur la tête, ancien asp rant dans l'armée espagnole du temp de la colonisation, il est responsabl du camp depuis sa construction, en f vrier 1977. « *On n'est pas des chiens, o ne les traite pas mal. Certains essaie de s'évader, mais, sans véhicule, i n'ont aucune chance. Mais si j'étais eu je ferais pareil.* » Il est aussi vieux qu les plus anciens de ses prisonniers, e exil forcé, mais du bon côté de la ba rière. « *C'est vrai,* reconnaît-il, *les pl âgés se demandent s'ils reverront le terre avant de mourir.* » Un silence, pu Il ajoute avec un clin d'œil : « *Mais, aprè tout, j'ai le même problème, non ?* » ■

Le Point 6/07/1996